Le MAG

Sciences Po Grenoble UGA

ÉDITION N°2 - OCTOBRE 2026





SOMMAIRE

4 L'ÉDITO

6 LE DOSSIER

12 ZOOM RECHERCHE

14 L'ACTU INSTITUTIONNELLE

16 LE PORTRAIT

20 LES TEMPS FORTS

22 LE POINT DE VUE

24 LA PLUME

26 L'AGENDA

L'ÉDITO



Bonjour,

Un mois s'est écoulé depuis la rentrée universitaire et il s'est déjà passé beaucoup de choses à Sciences Po Grenoble – UGA. J'aurais tant à vous raconter, chères et chers lecteurs du MAG, la lettre externe de Sciences Po Grenoble – UGA. Il faut pourtant choisir.

Nous savions que cette année allait être particulière : dans un Institut d'études politiques, les années électorales ont toujours quelque chose de spécial. Mais on sent bien que 2026-2027 sera un millésime dont on se souviendra. La rentrée s'est déroulée dans le halo des manifestations estivales de la crise écologique. Entre canicules, sécheresse et incendies, celles-ci ont dépassé tout ce que l'on avait connu jusqu'ici. L'urgence d'atténuer cette crise et de s'y adapter n'a jamais été aussi forte, et Sciences Po Grenoble entend montrer l'exemple : le plan de transformation écologique qui sera présenté lors du Conseil d'administration du 8 octobre est le signe de cette ambition, tout comme notre participation au projet de recherche FORESEE, qui analyse les conséquences du changement climatique sur le contrat social.

À plus court terme, les enjeux des élections présidentielles et législatives qui viennent sont immenses. La poussée de l'extrême droite, le risque de prolongation de l'instabilité ou encore le défi financier auquel les nouveaux élus devront faire face sont autant de sujets sur lesquels se pencheront les chercheuses et chercheurs de nos laboratoires — des réflexions qui seront partagées auprès des élèves et dans l'espace public. Mais l'inconnu dans lequel nos institutions et notre société pourraient plonger nous oblige à renouveler l'outillage intellectuel des étudiantes et étudiants, tout en conservant les principes sur lesquels le modèle des IEP a été fondé en 1948 : des connaissances pluridisciplinaires, des méthodes rigoureuses, un esprit critique et un sens de l'engagement qui leur permettront de contribuer à ce que la République française reste fidèle à ses valeurs. C'est toute l'ambition de la réforme pédagogique lancée il y a un mois, qui se déploiera dans les deux ans à venir.

Les sujets brûlants ne manqueront donc pas : les crises internationales marquées par les conflits armés, la difficulté des autorités à dialoguer sereinement avec les corps intermédiaires et les citoyens, comme en témoignent les mobilisations lycéennes et étudiantes qui ont marqué ce début d'automne, ou encore les atteintes aux droits, dont Claire Hédon est venue discuter avec nous lors de notre cérémonie de rentrée.

Autant de problèmes que nos étudiantes et étudiants appréhenderont en croisant les regards et qu'ils et elles mettront au service de la société, dans le cadre de leurs stages ou de projets menés avec des partenaires de plus en plus nombreux à nous solliciter.

Cette deuxième édition du MAG ne donne à voir qu'une partie de cette richesse. Il restera encore tant à dire pour la troisième. D'ici là, je vous souhaite une lecture stimulante.

Simon Persico, directeur de Sciences Po Grenoble - UGA



LA RÉFORME PÉDAGOGIQUE - ENTRETIEN AVEC GILLES BASTIN, DIRECTEUR ADJOINT, EN CHARGE DE LA FORMATION ET DE LA RECHERCHE

Gilles Bastin est Professeur des Universités en sociologie et Directeur adjoint de Sciences Po Grenoble - UGA, chargé de la formation et de la recherche. Il revient dans cet entretien sur la réforme du 1er cycle, qui entre en vigueur à partir de la rentrée 2026-2027.

Pourquoi avoir engagé la réforme du 1er cycle de Sciences Po Grenoble - UGA dès le début du mandat de la nouvelle direction ?



Du point de vue du curriculum proposé aux étudiants, autrement dit les connaissances et les compétences que nous leur transmettons, la réforme pédagogique a pour objectif d'adapter notre formation aux changements rapides du monde qui nous entoure. Nos étudiantes et nos étudiants ont en effet besoin de nouvelles compétences pour réussir à trouver leur place dans ce monde. C'est le cas dans le domaine des transitions écologique et numérique qui donneront désormais lieu à des enseignements à part entière en 1ère et 2ème année. C'est aussi le cas dans le domaine des méthodes puisque nous avons décidé d'élever notre niveau d'exigence en analyse quantitative des données en créant une nouvelle conférence de méthodes en 2ème année. Nos étudiantes et étudiants ont enfin besoin de mieux comprendre le fonctionnement des organisations qui sera au centre d'un nouveau cours fondamental de gestion, lui aussi en 2ème année.

Mais en réalité, notre modèle pédagogique ne se résume pas à la transmission de connaissances certifiées par un diplôme. Nous accompagnons et formons en effet aussi nos étudiantes et étudiants au fil des multiples expériences que nous leur proposons pendant leurs études, qu'elles soient liées à la pédagogie, comme les relations qui se nouent dans le cadre d'un séminaire ou d'une Conférence de Méthodes, ou qu'elles sortent de ce cadre à l'image de la vie associative de l'Institut. Notre modèle pédagogique est en cela très proche de celui des colleges britanniques ou américains : une taille modeste, une grande proximité entre étudiant·es, enseignant·es et personnel, un projet pédagogique dans lequel la connaissance sur la société est mise au service de formes d'engagement dans cette société et même parfois de l'ambition de la transformer.

La réforme du 1er cycle vise à renforcer ce modèle pédagogique qui est aujourd'hui en tension. La pression du marché du travail sur les institutions académiques nous pousse parfois vers une logique d'ajustement excessive. La diminution des moyens accordés à l'enseignement supérieur public en France, notamment en ressources humaines, contribue aussi à ces tensions. Enfin la généralisation de l'usage de l'IA générative dans la société est un facteur de risque très important pour notre modèle pédagogique.

Quelles sont les mesures les plus importantes de cette réforme ?

La première consiste à décaler la mobilité internationale en 3ème année afin que chaque étudiant·e puisse créer avec ses enseignant·es et ses camarades une relation continue sur le campus avant de partir à l'étranger. Pour enrichir encore ces deux années, nous donnons plus de latence aux étudiantes et étudiants pour adapter leur cursus à leurs désirs et à leurs projets. Qu'il s'agisse du choix des Conférences de Méthodes de 2ème année, de celui des Cours Spécialisés ou encore de la capitalisation des crédits et du statut AJAC (Ajourné autorisé à continuer), toutes ces mesures reposent sur la même philosophie qui place l'étudiant·e au centre de la vie de notre Institut.

Nous renforçons aussi les liens entre étudiants et intensifions leur participation à la vie intellectuelle de l'établissement. Nous avons par exemple fait en sorte que les étudiants français et les étudiants en échange international fréquentent dorénavant les mêmes cours et travaillent davantage ensemble. Nous avons aussi créé une « semaine projets » qui permet aux membres de la faculté comme à des partenaires extérieurs de proposer des activités originales à des petits groupes d'étudiant·e·s en fin d'année. Enfin une nouvelle Unité d'Enseignement valorise l'engagement pendant les deux années d'études, qu'il soit associatif, citoyen ou intellectuel par la participation aux débats et conférences organisés par l'établissement.

Du côté des liens des étudiant·e·s avec la faculté, nous les renforçons aussi en sanctuarisant le séminaire et en augmentant à terme l'offre afin de nous rapprocher de formes de tutorat en effectif réduit (10 à 12 étudiants). Nous permettons aussi à nos enseignant·es de choisir de manière plus libre le format de leur cours.

J’ajoute un dernier point : nous avons souhaité que la réforme accroisse notre capacité collective à raisonner sur nos pratiques, à les discuter et à les évaluer. C’est la raison pour laquelle nous avons créé un Conseil pédagogique du 1er cycle dans lequel nous discutons nos programmes et notre pédagogie entre enseignants ou que nous avons recruté deux ingénieurs pédagogiques pour nous accompagner. Nous avons aussi créé une nouvelle UE de « méthodes du travail universitaire » pour aider les étudiants à s’adapter rapidement au fonctionnement trop souvent implicite d’une institution académique. Enfin nous préparons actuellement la première édition du futur Rapport de la formation qui permettra de faire un point chaque année sur les réussites et les échecs de notre politique en la matière.

Cette réforme se fait-elle à moyens constants ?

Non, nous avons décidé au contraire de réinvestir dans notre 1er cycle. La diversification de notre public étudiant, comme l’arrivée de l’IA générative nous ont convaincus qu’il fallait mieux accompagner les étudiants dès le 1er cycle. La réforme se traduit donc par un nombre d’heures de cours équivalent pour les étudiant·es mais par une augmentation structurelle du coût en heures de la nouvelle maquette pour l’établissement (de l’ordre de 13% du volume horaire). Ces cours supplémentaires seront assurés par les membres de la Faculté, de la Faculté attachée (les chercheuses et chercheurs CNRS notamment), de professeurs invités et de collègues de l’UGA.

La réforme va aussi conduire à un besoin conjoncturel de moyens supplémentaires pendant deux ans du fait du déplacement du départ à l’étranger en 3ème année. L’ensemble de ces coûts transitoires sont pris en charge par un soutien conséquent de l’IDEX Formation de l’UGA.

Quelle méthode a été utilisée pour mettre en œuvre cette réforme ?

Nous avons souhaité que le processus de réforme incarne autant que possible les principes de collégialité et de démocratie auxquels nous accordons une grande valeur. Nous avons donc multiplié les espaces dans lesquels la réforme a été discutée et offert à toutes celles et tous ceux qui voulaient y participer la possibilité de le faire, parmi les enseignants comme parmi les étudiants et le personnel administratif. Cela a pris la forme de consultations en ligne, d'un grand séminaire de deux jours auquel ont participé les membres de la faculté et du personnel, de groupes de travail ouverts à toutes et tous, et de débats dans les instancesen amont de la décision finale votée par le Conseil d'administration en juin.

Tout ceci a pris plus d’un an et je suis très fier d’avoir pu conduire cette réforme avec mes deux collègues en charge de la formation, Hedwig Mesana, Vice-Présidente à la Formation, et Hélène Dessaux, qui est aujourd’hui Directrice Générale des Services de l'Institut. Je remercie aussi sincèrement toutes celles et ceux qui l’ont accompagnée.

Peut-on dire que la réforme du 1er cycle est terminée ?

Une réforme de cette ampleur prend évidemment du temps. Il nous reste donc encore un peu de travail. Nous avons par exemple quelques cours à finaliser avec le Conseil Pédagogique du 1er cycle, notamment ceux qui ouvriront à la rentrée 2027 pour l'inauguration de la nouvelle 2ème année. Nous avons aussi quelques sujets à approfondir comme l'évaluation des enseignements par les étudiants qui doit être repensée et simplifiée afin d'augmenter la participation, et de faciliter son traitement et sa mise à disposition des collègues. Hedwig Mesana coordonne ce travail pour lequel nous jouons un rôle pilote à l'échelle de l'UGA.

Vous avez aussi un projet de nouvelle charte sur l'intelligence artificielle.

Le sujet le plus important auquel nous nous attelons cet automne concerne en effet la politique de l'Institut à l'égard de l'intelligence artificielle. Il nous paraissait difficile de réformer le 1er cycle sans prendre en compte la généralisation de l'usage des chatbots d'IA générative chez les étudiant·es. C'est ce que nous avons fait dans un groupe de travail ce printemps puis, grâce à l'aide de Lara Sepcke et Ovidiu Gacea, nos deux ingénieurs pédagogique, en formulant en juillet un projet de texte qui permette d'aller plus loin que la plupart des chartes qui existent dans de nombreuses universités aujourd'hui.

Nous avons en effet appuyé notre réflexion sur un ensemble de constats qui permettent de documenter les risques que fait courir l'IA générative au modèle de formation que j'évoquais tout à l'heure. L'IA ne fait pas seulement peser un risque sur la sincérité de l'évaluation des travaux des étudiants ou sur leur développement cognitif. Elle affaiblit aussi la qualité de la vie académique dans son ensemble, par exemple en conduisant à une réduction des échanges en face-à-face, à l'affaiblissement des compétences sociales et émotionnelles, à l'isolement ou encore à l'augmentation des inégalités entre étudiants.

Face à cette menace nous avons imaginé une réponse qui vise à limiter au maximum le recours à l'IA générative dans les relations pédagogiques nouées à Sciences Po Grenoble - UGA. Pour y arriver, notre projet de charte ne définit pas seulement les responsabilités des étudiant·es mais aussi celles des enseignant·es et de l'administration. C'est en effet tout l'établissement qui doit s'engager à un usage responsable de l'IA si nous voulons éviter qu'un jour nos étudiant·es répondent à l'aide d'une IA à des tests conçus par IA ou que leur devenir soit décidé à l'aide de l'IA.

Comment allez-vous faire adopter cette charte ?

Là encore nous faisons confiance à l'intelligence collective et à la démocratie universitaire. Nous allons en effet organiser à partir du 5 octobre une très large consultation de tous nos étudiant·es, des personnels administratifs et des enseignant·es qui pourront approuver chaque article de la charte ou bien objecter en argumentant. L'objectif est de produire du débat pendant une quinzaine de jours et, le cas échéant, de revenir sur les articles les moins consensuels avant un passage en CEVIE en novembre et au CA en décembre.

Si tout se passe comme nous l'espérons, cette charte pourra être mise en application à partir de la rentrée de janvier 2027. Elle contribuera à faire de Sciences Po Grenoble - UGA une École innovante et responsable où l'on forme des esprits critiques, libres, capables de s'adapter au monde de demain sans le subir.





D'ORMUZ À BAB EL-MANDEB : QUAND LES DÉTROITS DEVIENNENT DES FRONTIÈRES DE POUVOIR

L'étude des frontières en science politique reste un objet plutôt inhabituel. Sur l'aire régionale du Moyen-Orient, la Chaire GMO Borders à Sciences Po Grenoble - UGA se distingue et offre des perspectives de renouvellement du regard sur l'objet frontière autant que sur la région étudiée, notamment par l'importation de concepts forgés dans le domaine interdisciplinaire des border studies. Daniel Meier, Professeur Junior, titulaire de cette chaire depuis l'automne 2024 en propose une illustration avec l'actuel conflit dans le Golfe.



DANIEL MEIER
Titulaire de la Chaire Professeur Junior 'GMO Borders' au Cerdap2 et Directeur du Master MMO.

Les enjeux de frontières sont partout présents mais semblent avoir connu un regain d'actualité avec la guerre israélo-américaine contre l'Iran, lancée le 28 février dernier, et qui a rapidement abouti à un blocage du détroit d'Ormuz, créant des pénuries en cascade et des hausses de prix sur les marchés mondiaux de biens stratégiques, principalement le pétrole. En effet, 20% du pétrole consommé mondialement passe par ce détroit. S'il est une frontière internationale, il est surtout et en même temps un axe stratégique, comme il en existe d'autres (Bab el-Mandeb, Suez, Malacca, Gibraltar, Dardanelles, etc.).

L'instrumentalisation du détroit d'Ormuz par l'Iran à des fins politiques autant que les guerres israéliennes dans la région après le 7 octobre 2023 permettent de lier clairement géographie, politique et identité. En effet, les concepts explorés au sein de la Chaire GMO Borders permettent de poser trois questions interdépendantes : de quel processus de frontière (bordering) s'agit-il ? Quel en est l'ordonnancement politique (ordering) ? Avec quelles conséquences sur le rapport à l'Autre (othering) ?

En reprenant ces points, on voit que la spatialité nodale du détroit d'Ormuz est liée à l'exportation des hydrocarbures du Golfe et qu'une dé-frontiérisation provoquée par la guerre tend à générer des stratégies alternatives ou de contournement en attendant une refrontiérisation qui émergera d'un processus diplomatique. Or, la guerre contre l'Iran a montré que le pouvoir d'imposer un ordonnancement de ce détroit ne peut se résumer à l'imposition de la volonté américaine par la force, l'Iran ayant démontré sa capacité à manœuvrer face aux bombardements israélo-américains. Plus problématique encore, cette guerre a fait des émules en application de la stratégie du faible au fort : les Houthis du Yémen ont opéré un coup de force le 11 septembre 2026 sur le détroit de Bab el-Mandeb, bloquant l'autre axe d'exportation du brut saoudien. Ces conflits génèrent et sont en même temps le fruit du rapport identitaire à l'Autre, un rapport qui se donne à lire dans la phraséologie des dirigeants américains, israéliens ou iraniens et houthis à l'égard de leurs ennemis respectifs. Les frontières stratégiques que sont certains détroits interrogent donc sur les enjeux de pouvoir autant qu'ils reflètent des usages de l'espace à des fins politiques autour de mobilisations ou l'Autre sert de figure repoussoir.





LA RÉFORME PÉDAGOGIQUE - ENTRETIEN AVEC GILLES BASTIN, DIRECTEUR ADJOINT, EN CHARGÉ DE LA FORMATION ET DE LA RECHERCHE

Après près d'un an de discussions, de consultations et de construction collective, le projet d'établissement 2025-2030 de Sciences Po Grenoble – UGA a été adopté par le Conseil d'administration en juillet 2026. Une étape importante qui fixe désormais la feuille de route de l'établissement pour les quatre prochaines années.



Engagée à l'automne 2024 avec une réflexion réunissant plus de 70 personnes, la démarche s'est poursuivie après l'arrivée de la nouvelle direction en février 2025. Le projet a notamment été travaillé au sein du Directoire puis discuté et enrichi avec les personnels lors de la journée de rentrée 2025. Le document adopté rassemble aujourd'hui plus de 200 engagements.

Les quatre axes stratégiques définis au début de la démarche sont confirmés : renforcer le lien entre enseignement et recherche au service de la société ; construire un collectif ouvert et fort au service de la démocratie et de la qualité de vie ; faire de Sciences Po Grenoble – UGA un établissement précurseur et exemplaire en matière de transformation sociale et écologique ; renforcer son rayonnement sur les scènes locales, nationales et internationales.

Mais le vote du CA entérine surtout leur traduction en actions très concrètes. Côté formation, la réforme des deux cycles prévoit notamment une progression renforcée des méthodes de sciences sociales, davantage de recherche dès le premier cycle et le déplacement de la mobilité internationale en A3. Le projet acte également de nouveaux modes de participation à la vie de l'établissement, avec un droit d'interpellation, des consultations référendaires ou encore un budget participatif étudiant.

La transformation écologique est assortie d'objectifs chiffrés : réduire de 35 % les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 par rapport à 2023, et de 40 % la consommation énergétique par rapport à 2019. Mobilités, achats, bâtiment, biodiversité et qualité des espaces de travail font désormais l'objet d'engagements précis.

Et le projet engage aussi l'établissement sur son fonctionnement quotidien : modernisation des RH et de la gestion financière, amélioration des conditions de travail et d'études, pilotage par la donnée, développement de la formation tout au long de la vie, du Policy Lab et des partenariats, ouverture sociale, internationalisation et valorisation de la recherche. Le cadre est désormais voté. Certaines actions sont déjà engagées ou réalisées ; les autres seront déployées progressivement jusqu'en 2030.

LE PORTRAIT



OMAR SHAHEEN

Diplômé du programme POLIS, originaire de Djeddah

Je serai toujours reconnaissant à Sciences Po Grenoble et au programme POLIS, puisque, il y a cinq ans, je n'aurais jamais pensé que je serais capable d'obtenir un M2, particulièrement en français.



D’origine syrienne et ayant grandi en Arabie saoudite, Omar Shaheen a 18 ans lorsqu’il rejoint Sciences Po Grenoble - UGA en 2021. Avant cela, son quotidien était bien différent : joueur de football au centre de formation d’Al-Ittihad FC, il évoluait dans l’univers du sport professionnel saoudien. Son bac en poche, il choisit Grenoble, et intègre le programme POLIS.

Destiné aux étudiants internationaux, POLIS permet de suivre un cursus de sciences politiques en anglais tout en apprenant progressivement le français. Pour Omar, qui ne parlait pas français à son arrivée, le défi est de taille. Après une première année qu’il décrit comme “particulièrement dure”, il part étudier à Bruxelles en deuxième année pour accélérer son apprentissage de la langue.

A son retour à Sciences Po Grenoble - UGA, il obtient le niveau C1, puis s’investit davantage dans la vie de l’établissement, notamment à travers les événements de l’Association du Monde Arabe et du Domaine des Idées. Et le football n’est jamais très loin : il rejoint le Loko Boca et participe aux JISPO en 2023-2024 (Compétitions sportives inter- Sc Po), “l’une des expériences les plus marquantes” de sa troisième année.

Après son premier cycle, Omar choisit le master Mutations et intégrations au Moyen-Orient, avec un semestre d’échange à l’Université Centrale de Tunis. Aujourd’hui en fin de deuxième cycle, il consacre son mémoire aux conflits en Méditerranée orientale et à leurs effets sur l’économie régionale.

Cinq ans après son arrivée, il mesure le chemin parcouru : “Je n’aurais jamais pensé que je serais capable d’obtenir un M2, particulièrement en français.” Et il garde de Sciences Po Grenoble - UGA le souvenir d’une vie étudiante particulièrement riche, entre études, associations, sport et expériences internationales.

Je m'appelle Omar Shaheen. Je suis d'origine syrienne. J'ai vécu toute ma vie en Arabie saoudite. Avant de rejoindre Sciences Po Grenoble, j'étais joueur de football professionnel en Arabie saoudite, dans le centre de formation d'Al-Ittihad FC.

Après avoir obtenu mon bac à l'été 2021, j'ai décidé de rejoindre Sciences Po Grenoble puisque mon frère était inscrit à Grenoble École de Management. J'ai rejoint Sciences Po Grenoble quand j'avais 18 ans et j'ai candidaté depuis l'Arabie saoudite au programme POLIS, qui est un programme destiné aux étudiants souhaitant rejoindre Sciences Po Grenoble et apprendre la langue française, tout en ayant leurs cours en anglais.

Ma vie à Sciences Po Grenoble a été très active et très sociale dès le début. Ma première année à Sciences Po Grenoble a été particulièrement dure parce que je ne parlais pas français à ce moment-là. Du coup, j'ai pris la décision de partir en deuxième année à Bruxelles, en Belgique, pour améliorer mon français.

À mon retour en troisième année à Sciences Po Grenoble, j'ai eu la chance d'obtenir le certificat de niveau C1 en français et de socialiser un peu plus avec les autres étudiants à l'IEP, ainsi que de rejoindre quelques associations. Je me suis intégré aux événements de quelques associations telles que l'Association du Monde Arabe et le Domaine des Idées. Je n'ai pas été un acteur principal au sein de ces associations, mais j'ai beaucoup aimé participer aux événements et aux séminaires organisés par des étudiants comme moi.

J'ai aussi eu la chance de rejoindre l'équipe de foot, le Loko Boca, ainsi que de jouer au JISPOS en 2023-2024. Ça a été une véritable expérience très enrichissante et c'était l'une des expériences les plus marquantes de ma troisième année à Sciences Po Grenoble.

Il y a deux ans, j'ai fini mon bachelor et mon premier cycle à Sciences Po Grenoble et j'ai rejoint le master de mutations et intégrations au Moyen-Orient (MMO). Pendant mon premier semestre en MMO, j'ai fait un échange semestriel en Tunisie, à l'Université Centrale de Tunis.

Je suis donc actuellement arrivé à la fin de mon deuxième cycle. Je fais mon mémoire de deuxième cycle sur les conflits en Méditerranée orientale et leurs effets sur l'économie régionale.

Mon but personnel et professionnel depuis mon arrivée en France est de finir le programme POLIS dans son intégralité. Le but principal de ce programme était de former des étudiants internationaux à travers une licence de sciences politiques en anglais, afin qu'ils puissent apprendre le français pendant leurs trois années d'études et qu'ils puissent s'intégrer à un master en français, ainsi qu'à la vie sociale de Sciences Po Grenoble.

En ayant fait cela, j'ai pu, en trois ans, apprendre le français de zéro jusqu'à un niveau C2 pour pouvoir obtenir un master complètement en français.

Un mot à partager avec la communauté, et sur ce qui me motive le plus à Sciences Po Grenoble, c'est qu'après cinq ans de séjour à Grenoble, à Sciences Po, j'apprécie beaucoup le système fluide et exigeant que le programme POLIS et Sciences Po Grenoble offrent à leurs étudiants.

Peut-être que mes mots seront biaisés envers l'Institut d'études politiques de Grenoble, mais j'ai beaucoup de témoignages d'étudiants qui n'ont pas fait leur licence à Sciences Po Grenoble, mais qui ont rejoint Sciences Po Grenoble pour leur master ou pendant leur Erasmus. Ils m'ont dit que la vie à Grenoble en tant qu'étudiant à Sciences Po Grenoble était un rêve et que leur vie était remplie d'activités facultatives et associatives, tant sur le plan professionnel que personnel, grâce aux organisations mises en place par l'institution de Sciences Po Grenoble.

Je serai toujours reconnaissant à Sciences Po Grenoble et au programme POLIS, puisque, il y a cinq ans, je n'aurais jamais pensé que je serais capable d'obtenir un M2, particulièrement en français.

« L'EXISTENCE D'UN DROIT NE SUFFIT PAS À LE RENDRE CONCRET » : CLAIRE HÉDON INTERPELLE LES ÉTUDIANTS DE SCIENCES PO GRENOBLE - UGA

À l'occasion de sa rentrée universitaire, Sciences Po Grenoble - UGA a placé les droits et libertés au cœur des débats. Grand témoin de la cérémonie, Claire Hédon, Défenseure des droits de 2020 à 2026, a alerté les étudiants sur l'écart entre les droits consacrés par la loi et leur réalité concrète.

« L'existence d'un droit ne suffit pas à le rendre concret », a-t-elle rappelé devant la communauté universitaire réunie le 2 septembre en amphi Weil.

Dématérialisation des démarches, accès aux services publics, discriminations, précarité : Claire Hédon a dressé le constat des obstacles persistants au recours aux droits. « C'est au service public de s'adapter à l'usager et non l'inverse. » Un enjeu qui touche aussi à la confiance dans les institutions : « Au fond, ce qui est en jeu, c'est la confiance. »

La rencontre s'est poursuivie par un échange avec les étudiants. Claire Hédon a rappelé que chacun peut contribuer à la défense des droits : « Chacun d'entre nous peut agir et a un rôle à jouer. »

Elle a enfin appelé à la vigilance face à l'érosion progressive des libertés : « Les droits et les libertés reculent parfois sans bruit par l'accoutumance aux exceptions. » Une exigence résumée en une phrase : « Faire en sorte que le droit n'oublie personne, c'est contribuer à renforcer le lien entre les citoyens et les institutions. »



FORESEE – DEUXIÈME ÉDITION DES RENCONTRES SCIENTIFIQUES - DU 23 AU 25 NOVEMBRE 2026

Mercredi 25 novembre 2026, Sciences Po Grenoble - Université Grenoble Alpes (UGA) accueillera les Rencontres scientifiques du programme FORESEE. Ce temps fort réunira l'ensemble des chercheurs du consortium (UGA, Universités de Lille, Lyon III, Bordeaux, Paul Valéry Montpellier, CNRS, INRAE) pour présenter l'avancement des recherches.

La matinée sera dédiée à des ateliers sur les enjeux des données et de la science ouverte, et des ateliers thématiques : élections et conséquences du changement climatique (CCC), Sport tourisme et CCC. L'après-midi sera dédié à l'international avec un séminaire, introduit par Simon Persico, directeur de l'établissement, et deux tables rondes réunissant des collègues des universités de Sherbrooke (Canada) et Swansea (Royaume-Uni) et du Karlsruhe Institute of Technology (Allemagne) sur le premier volet du programme de recherche FORESEE "Les individus face aux CCC : affects, discours, récits prospectifs" : **"Tackling CCC when working on different scales: From individual perceptions and behaviours to policy"; and "Importance and challenges to interdisciplinary human approaches to the Climate Change Consequences (CCC)"**.





L E P O I N T D E V U E

ARCABAS : “LA GUERRE” ET “LA PAIX”, DEUX ŒUVRES MONUMENTALES AU CŒUR DE SCIENCES PO GRENOBLE - UGA

En 2026, le centenaire de la naissance d’Arcabas offre une occasion particulière de redécouvrir l’œuvre de l’artiste, mais aussi deux tableaux monumentaux qui accompagnent depuis près de soixante ans l’histoire de Sciences Po Grenoble - UGA : La Guerre et La Paix.





Réalisées en 1967, les deux toiles ont été commandées lorsque Jean-Louis Quermonne dirigeait l’Institut, dans le cadre du “1% artistique”, dispositif qui associe création artistique et construction publique. Signées “J.-M. Pirot”, du nom d’état civil de l’artiste, qui n’adoptera le nom d’Arcabas qu’en 1972, après son retour du Canada, elles ont initialement été installées dans la salle des conseils “salle Quermonne” puis restaurée et ré-installées en 2018 dans le hall principal de l’établissement.

Les deux œuvres se répondent autant qu’elles s’opposent. La Guerre, dominée par les tonalités bleues, est la plus violente. Sa composition et son langage

plastique font notamment écho à Picasso et à son travail pour la chapelle de Vallauris. La Paix, plus lumineuse et apaisée, évoque au contraire l'enfance, le bonheur, la joie de vivre et les plaisirs de l'existence. Dans les deux tableaux apparaissent déjà la graphie, les formes et les symboles qui feront la renommée d'Arcabas.

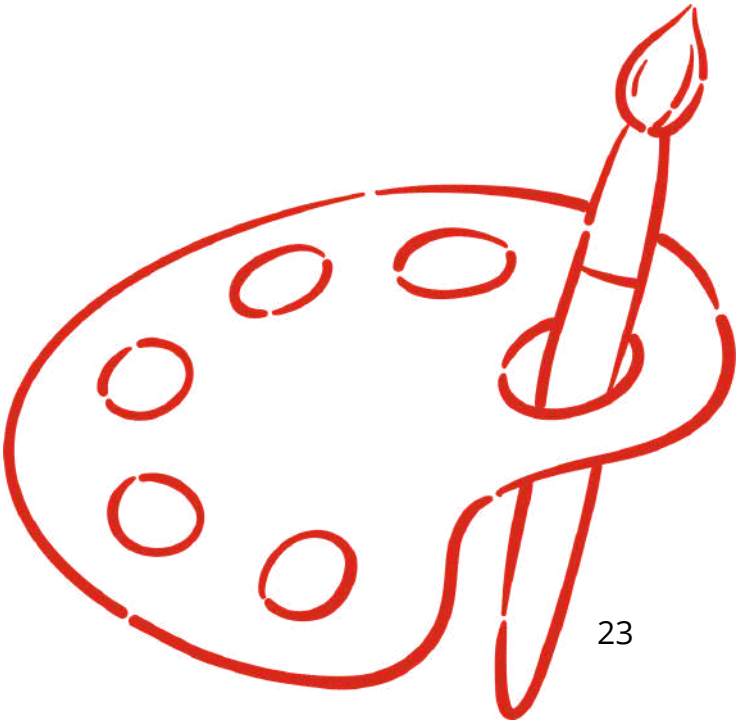
La Guerre s'inscrit aussi dans une veine importante de son travail : celle des œuvres d'engagement par lesquelles l'artiste exprime ses indignations face aux violences de son époque. Arcabas consacrera notamment des gravures à la guerre du Vietnam et réalisera plus tard, le polyptyque Hommage à Bernanos, œuvre monumentale parfois qualifiée de "Guernica chrétien".

Les deux tableaux grenoblois sont également contemporains d'une autre création devenue emblématique : l'affiche conçue par Arcabas pour les Jeux olympiques de Grenoble de 1968.

Le centenaire de la naissance d'Arcabas permet aujourd'hui de replacer ce patrimoine de Sciences Po Grenoble - UGA dans l'ensemble d'une œuvre foisonnante. Plusieurs rendez-vous lui sont consacrés dans la région, notamment une grande rétrospective réunissant 80 œuvres au musée Hébert jusqu'au 31 janvier 2027 et une exposition consacrée aux grands chantiers d'art sacré au musée de la Grande Chartreuse jusqu'au 11 novembre.

Une belle invitation à découvrir Arcabas dans les musées… et à Sciences Po Grenoble - UGA, tout simplement à lever les yeux.

Crédit des œuvres : reproduction avec l'aimable autorisation des ayants droit.



AFFAIRES EXTÉRIEURES DE L'UNION EUROPÉENNE

PARTENARIAT GAGNANT-GAGNANT OU COMPÉTITION GÉOÉCONOMIQUE ? LE GLOBAL GATEWAY DE L'UNION EUROPÉENNE EN AFRIQUE FACE AUX NOUVELLES ROUTES DE LA SOIE CHINOISES



Les débats se multiplient quant à la capacité de l'initiative Global Gateway (GGI) à rivaliser avec l'initiative chinoise des Nouvelles Routes de la Soie (Belt and Road Initiative – BRI), lancée en 2013 avec un budget estimé à plus de 1 000 milliards de dollars américains. Présenté comme un modèle reposant sur des normes environnementales élevées et des valeurs démocratiques, le projet européen peut-il réellement s'imposer, ou la compétition est-elle déjà déséquilibrée ? Tel est le principal défi auquel l'Union européenne est confrontée.

Pourtant, ces discussions tendent à marginaliser un acteur essentiel : l'Afrique, dont la voix reste souvent insuffisamment entendue dans l'élaboration de ces partenariats. Cette situation soulève des questions plus larges concernant l'appropriation des initiatives internationales de développement, souvent conçues à l'extérieur mais mises en œuvre localement.

Lancée en 2021 et dotée d'un budget supérieur à 300 milliards d'euros (avec l'ambition de dépasser les 400 milliards d'euros), l'initiative Global Gateway se veut un instrument de coopération fondé sur des partenariats « gagnant-gagnant », reposant sur des normes exigeantes et des relations d'égalité.

Elle se concentre sur des secteurs stratégiques tels que l'énergie, les transports, les infrastructures numériques et la santé, avec pour objectif de favoriser une croissance durable et une résilience à long terme.

Cependant, ces principes se traduisent-ils réellement par des bénéfices concrets pour les pays africains, ou servent-ils principalement les intérêts stratégiques européens ?

Dans les faits, les perceptions locales viennent souvent nuancer le discours européen. Plusieurs gouvernements africains considèrent l'initiative chinoise comme plus pragmatique et moins paternaliste, notamment en raison de l'absence de conditions politiques imposées et de la rapidité de mise en œuvre des projets d'infrastructures.

À l'inverse, l'approche européenne, bien que fondée sur des valeurs, peut être perçue comme plus contraignante.

Par ailleurs, le renforcement de la présence de l'Union européenne en Afrique répond également à une volonté stratégique de faire face à l'expansion chinoise. Ainsi, le Global Gateway apparaît comme un instrument de positionnement géopolitique plutôt que comme un simple projet de développement désintéressé.

Ce débat s'intensifie dans un contexte marqué par la concurrence pour l'accès aux ressources, l'évolution des rapports de force et une remise en question croissante de la crédibilité de l'Union européenne dans sa promotion de partenariats équitables.

Les préoccupations grandissantes de l'Union européenne concernant ses dépendances économiques, accentuées par l'invasion russe de l'Ukraine, ont renforcé son objectif de sécurisation des chaînes d'approvisionnement et des ressources stratégiques.

L'Afrique apparaît ainsi à la fois comme un partenaire de développement et comme un espace central de compétition géoéconomique.

En définitive, le Global Gateway représente une approche hybride. Bien qu'il soit présenté à travers un discours fondé sur des valeurs et des principes, il répond tout autant à des calculs stratégiques.

Le dilemme central de l'Union européenne consiste donc à trouver un équilibre entre son ambition de construire des partenariats véritablement équitables et les pressions exercées par l'intensification des rivalités géopolitiques.

Co-auteurs : Laetitia Sabourin, Abbie Simon et Clara Szpakowski

SAVE the DATE

L'AGENDA

OCT
20

Les Rendez-vous de la Recherche

De 13h00 à 14h00

Intervenants :
- Yves SCHEMEIL, Professeur émérite en Science Politique (laboratoire Pacte), pour son ouvrage La démocratie réflexive
- Estelle BOIS-FARINAUD, Doctorante en Gestion (laboratoire CERAG)

DEC
03
04

Journées des Lanceurs.euses d'alerte

De 14h00 à 17h00

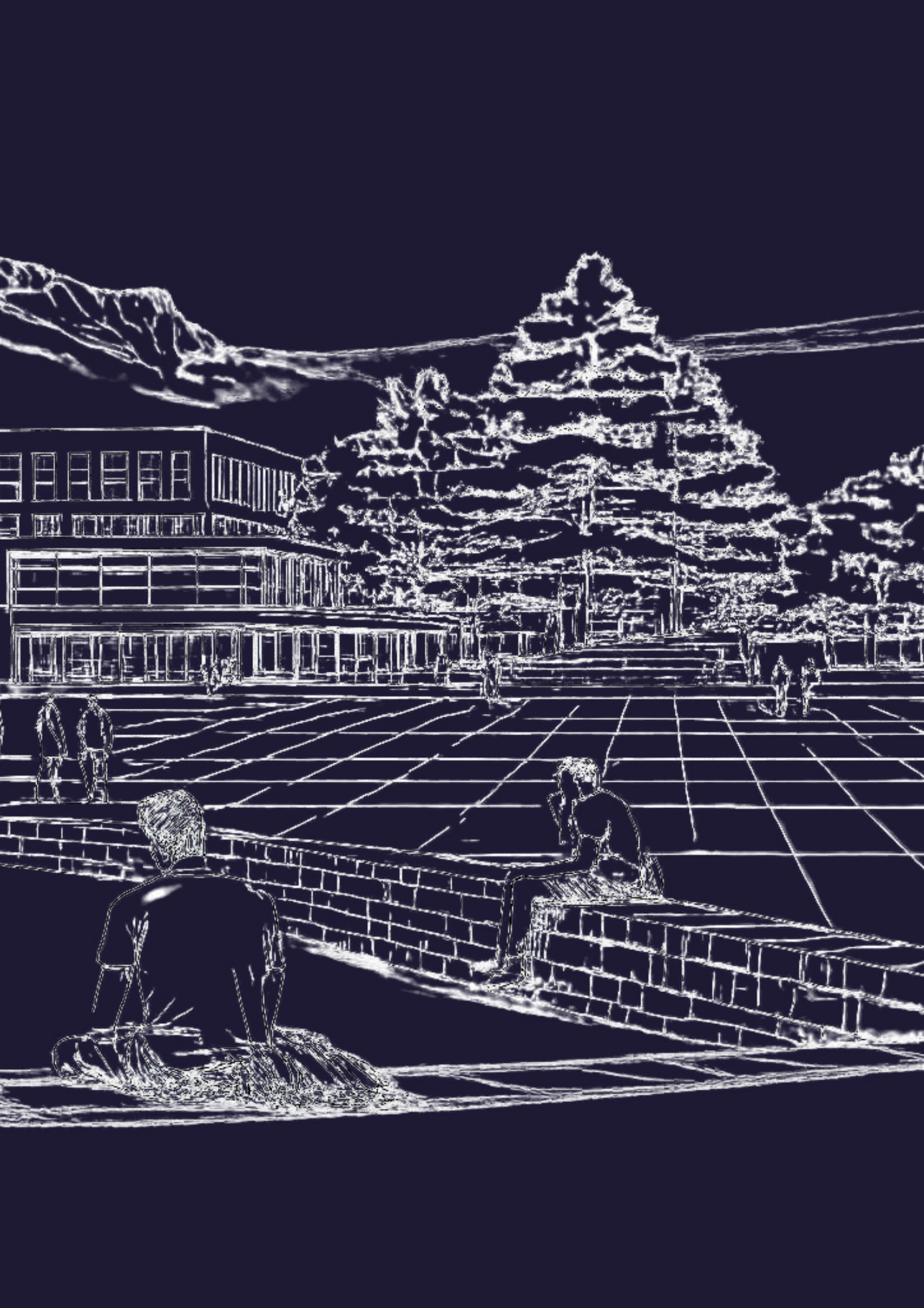
Oganisation : Ariane Denoyel, Maîtresse de conférence associée et co-responsable de l'Ecole de journalisme de Grenoble

NE RATEZ AUCUNE INFORMATION !

ABONNEZ-VOUS

Sciences Po Grenoble - UGA, BP 48, 38040 Grenoble, cedex 9C
(+33)04 76 82 60 00 |contact-communication@sciencespo-grenoble.fr





Sciences Po Grenoble UGA